

Commissaire Gabriel – réunion avec le collectif d'Agences de Presse
CAB GABRIEL/ 692
04.09.2018

Note de cadrage

Vous allez rencontrer un collectif de patrons de presse et d'agences de presse désirant vous présenter leur "Manifeste pour l'indépendance de la presse".

Ce collectif compte des PDGs d'agences de presse de toute l'Europe, dont :

- **M. Fabrice Fries**, Président - Directeur Général de l'Agence France-Presse (**AFP**),
- **M. Fernando Garea**, Président de l'Agencia **EFE**,
- **M. Peter Kropsch**, Directeur Général de Deutsche Presse-Agentur (**DPA**) et
- **M. Giuseppe Cerbone**, Directeur Général de l'Agenzia Nazionale Stampa Associata (**ANSA**).

Personal
data

Ce collectif est ici représenté et assisté par la société de consultance en communication et affaires publiques **GPLUS**, en la personne de (Partner) qui a envoyé l'email.

Personal
data

Curriculum Vitae en annexe

Ce collectif s'intéresse essentiellement à l'Article 11 du projet de Directive actuellement en négociation. Dans leur email ils précisent: *"L'Article 11 du projet de directive - qui créerait les conditions d'une juste rémunération des journaux et agences de presse par les GAFAs - est l'un des deux points d'attention dans le débat en cours au Parlement européen.*

Ce que la Commission, avec son projet de directive de septembre 2016, a proposé de changer est simple: le partage d'une petite fraction des recettes commerciales des GAFAs avec les producteurs de contenu, dont les éditeurs de presse et les agences de presse. La mécanique en jeu est bien connue: les GAFAs, d'un côté, captent sans contrepartie financière une large part de l'information que les médias et les agences d'information ont produite à grands frais; de l'autre ils attirent à eux une part croissante des ressources publicitaires qui permettaient jusque-là aux médias de vivre."

Leur position concernant la réforme sur le droit d'auteur:

- a) Il est fort probable que le collectif veuille connaître l'évolution des négociations principalement au Parlement ainsi que les scénarios possibles.
- b) Ils profiteront également de cette réunion pour commenter les textes sur la table et réaffirmer la nécessité d'instaurer un droit voisin (art.11), qu'ils estiment essentiel en termes de pluralisme, diversité, indépendance de la presse mais aussi pour assurer la pérennité de leur secteur.

a) Bref rappel du contexte - de la procédure de négociation

La Commission a adopté sa proposition de Directive sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique en septembre 2016. Après près de deux ans d'intenses discussions, tant le Conseil (Coreper - **25 mai 2018**) que la Commission des affaires juridiques (JURI) en charge de ce dossier au Parlement Européen (Rapporteur A. Voss DE/PPE -**20 juin 2018**), ont adopté leur position en vue de débiter les trilogues.

Cependant, le **5 juillet**, les députés européens, réunis en session plénière, ont rejeté (par 318 voix contre 218 et 31 abstentions) le rapport de la Commission JURI et ont dès lors refusé le projet de mandat pour l'entame des négociations en trilogues.

La controverse porte essentiellement sur les **articles 11**(nouveau droit voisin des éditeurs de presse) et 13 (règles concernant les plateformes de contenus générés par les utilisateurs "value gap") du projet de Directive.

Ce dossier va repasser en plénière le **12 septembre** avec la possibilité de nouveaux amendements.

De façon générale, divers scénarios sont envisageables:

- Soit le rapporteur (M.Voss) s'assure une majorité sur un rapport amendé, c'est-à-dire que la majorité du Parlement adopte les articles non controversés du rapport JURI ainsi que les nouveaux amendements de compromis proposés par le rapporteur, sur les articles 11 et 13.

Ce texte constituerait la position formelle du Parlement en première lecture ou sa position pour les trilogues

- Soit une majorité alternative contre le rapporteur émerge sur un Rapport amendé, c'est-à-dire que la majorité du Parlement adopte les articles non controversés du rapport JURI mais également des amendements de compromis alternatifs (proposés par les Verts et une partie de S&D) sur l'article 11 (avec une possible présomption) et l'article 13 (avec une possible reprise du texte de la Commission IMCO).

Ce texte constituerait la position formelle du Parlement en première lecture ou sa position pour les trilogues

- Soit enfin, le rapporteur n'obtient pas de majorité sur les provisions clés (Article 11 et Article 13) et le projet de rapport législatif est rejeté car il n'y a pas de majorité alternative qui émerge. Dans ce cas, le dossier pourrait au mieux être renvoyé à la Commission JURI pour reconsidération.

Discussions relatives à l'article 11

La Commission a proposé d'accorder aux éditeurs de presse un nouveau "droit voisin" afin de leur faciliter l'octroi de licences pour l'utilisation de leurs publications de presse par prestataires de service en ligne, tels que des média sociaux ou agrégateurs de presse, et de lutter plus efficacement contre les utilisation illégales de leurs publications en ligne.

Le Conseil et la Commission JURI ont chacun entériné cette approche (octroi d'un nouveau droit) mais avec des amendements:

- la durée de protection de **20 ans** dans le texte de la Commission diminue à **5 ans** dans le texte JURI et **1 an** dans celui du Conseil.
- Les deux textes clarifient également que le droit ne s'appliquera qu'aux **usages numériques** de leur publication de presse **par les fournisseurs de services de la société de l'information** (pas par les individus).
- Le point le plus délicat est celui relatif au traitement des hyperliens et courts extraits ("snippets") de publications de presse massivement utilisés par les internautes comme point d'accès à l'information, notamment sur les médias sociaux et agrégateurs tels que Google News.
 - Les **hyperliens**, dès lors qu'ils ne constituent pas un acte de communication au public, sont expressément exclus de la protection dans le texte de la **Commission** et du **Conseil**. Ils sont également exclus dans le texte **JURI**.
 - Concernant les **courts extraits** de publication de presse ("Snippets"), la proposition de la **Commission** prévoit que le champ d'application du nouveau droit voisin est le même que celui du droit d'auteur. Par conséquent, les règles actuelles, en vertu desquelles les "snippets" ne sont protégés par le droit d'auteur que s'ils sont suffisamment longs pour être considérés comme une œuvre originale, ne changeront pas. Le texte du **Conseil** par contre, exclut de la protection les parties "non substantielles" ("insubstantial parts") des publications de presse, en laissant aux Etats Membre la liberté de définir les critères pour identifier ces parties non substantielles: la taille-valeur économique / originalité, ou les deux. Ce point n'est pas traité dans le texte **JURI**.
- Le texte JURI prévoit enfin que la protection est étendue aux **agences de presse** et que les **journalistes** (auteurs) devraient bénéficier d'une partie appropriée des revenus reçus par les éditeurs sur base de ce droit.

b) Leur position concernant les textes sur la table

Sur cette base, l'on peut s'attendre à ce que **le collectif d'agences de presse**:

- se montre critique en ce qui concerne l'exclusion des courts extraits (snippets) proposée au Conseil, en pointant le manque d'harmonisation et le risque d'aboutir à une exclusion trop large de la protection de ces extraits qui pourtant sont massivement utilisés par les services en ligne et dont ils tirent de larges profits publicitaires (voir extrait de leur mail) mais,
- soutienne avec force l'extension de la protection en faveur des agences de presse, telle que proposée par JURI ainsi que le partage équitable des revenus avec les journalistes;

L'European Alliance of News Agencies (EANA) dont l'AFP, EFE, DPA, ANSA sont membres et que [CONNECT I2](#) a rencontré en 2017, a toujours milité en faveur de cette extension de la protection aux agences de presse ([position paper](#) de AFP en annexe).

Les agences de presse ont pour activité principale la fourniture aux médias (presse papier, numérique) d'informations - le plus souvent, sous forme de dépêches - en vue de leur publication sur tous supports. (B2B) Elles font donc un travail important de collecte et traitement journalistique en amont, gages d'une presse indépendante et de qualité. Cependant, dans la mesure où elles

disent souffrir de façon similaire de l'utilisation massive de leurs contenus de presse par les services en ligne, elles considèrent qu'elles doivent pouvoir bénéficier des droits voisins fixés à l'article 11.

Objectifs

I. Droit d'auteur

- Cette réunion doit être une occasion d'en apprendre davantage sur le "Manifeste pour l'indépendance de la Presse" de ce collectif.
- Cependant, vu le stade critique des négociations au Parlement Européen concernant la Proposition de directive sur le droit d'auteur dans le marché unique numérique, et alors que l'article 11 est une des deux dispositions les plus controversée, il convient aussi de leur rappeler l'importance d'avoir une approche constructive dans les débats actuels.

Éléments de langage/ Discours

- La Commission reconnaît l'importance des éditeurs et agences de presse dans le paysage médiatique, en terme de qualité et de diversité des médias. Elle est également consciente des difficultés auxquelles ils font face dans l'ère numérique.
- La proposition de Directive constitue une réelle opportunité pour moderniser le droit d'auteur dans cette ère numérique. Elle contient des mesures équilibrées et ciblées qui vont représenter un pas important notamment en faveur du secteur de la presse.
- En introduisant un nouveau droit voisin, nous entendons répondre aux problèmes principaux que les éditeurs rencontrent dans leur transition numérique tant lorsqu'il s'agit de concéder des licences relatives à l'utilisation en ligne de leurs publications, que d'assurer le respect de leurs droits.
- Concernant la procédure de négociation actuelle, nous constatons avec satisfaction que l'approche de la Commission pour protéger les publications de presse a été reconnue par le Conseil dans son texte de mandat adopté le 25 mai et ensuite par le rapporteur de la Commission JURI (texte du 20 juin). Au Conseil, les Etats membres ont fait d'importants efforts de compromis pour atteindre ce résultat. Au Parlement, malheureusement, les discussions sont à un stade critique suite au rejet du rapport de JURI en plénière, le 5 juillet dernier.
- Nous sommes encore en phase d'analyse de ces textes du Conseil et du Parlement mais attendons surtout le résultat du nouveau vote en plénière au Parlement Européen fixé le 12 septembre, qui nous permettra, nous l'espérons d'entamer au plus vite les trilogues.
- Nous entrons en effet dans la dernière année de législature et il est essentiel de progresser dans ce dossier, avec le soutien constructif de chacun des acteurs, en ce compris les éditeurs et agences de presse, afin d'atteindre les objectifs poursuivis par cette réforme du droit d'auteur et de rendre son adoption possible dans les prochains mois.

Defensifs**I. Droit d'auteur*****Qu'elle est la position de la Commission concernant le texte de la Commission JURI qui propose d'étendre le bénéfice du droit voisin aux agences de presse?***

- La Commission reconnaît l'importance des agences de presse dans le paysage médiatique ainsi que les difficultés auxquelles elles font face.
- Avec sa proposition, elle entend introduire un nouveau droit voisin relatif aux usages numériques des publications de presse qui devrait avoir un impact positif pour tout le secteur de la presse.
- D'après sa proposition, les bénéficiaires du droit sont les "éditeurs de publications de presse" (art.11 (1)). La notion de "publication de presse" est par ailleurs définie à l'article 2(4). La protection conférée à l'article 11 est donc **neutre** par rapport à la personne qui publie la publication de presse.
- Cela signifie que lorsque les agences de presse publient directement leur propre publication de presse (**B2C**), telle que définie dans la proposition, elles sont déjà couvertes par l'Article 11.
- Par contre, lorsque les agences de presse ne publient pas directement leurs dépêches mais les vendent à des éditeurs de presse (**B2B**), dans ce cas, puisqu'elles ne font pas face aux mêmes difficultés que celles que la Commission essayent d'enrayer, en terme d'octroi de licence et de lutte contre les atteintes en ligne, il est moins évident pourquoi la Proposition devrait s'appliquer à elles. Dans ce cas, elles ne publient pas le produit final elles-mêmes. Comme l'indique la définition (art. 2(4)), la publication de presse est en effet une collection d'œuvres qui constitue une unité au sein d'une publication périodique. (différents articles)

Le texte proposé par le Conseil (Présidence Bulgare) n'harmonise pas le critère de protection des parties de publications de presse. Qu'en pense la Commission? Comment cela pourrait marcher en pratique?

- Le texte de la présidence harmonise l'exclusion des courts extraits (snippets) dans le sens que tous les Etats membres vont devoir exclure les "insubstantial parts of press publications". Cependant, le critère pour déterminer ces "insubstantial parts" peut différer en fonction des choix des législateurs nationaux.

- La Commission estime qu'un degré d'harmonisation plus élevé concernant l'exclusion des parties de publication de presse aurait été préférable.
- Cependant, le texte de la présidence harmonise tous les autres éléments du nouveau droit voisin des éditeurs de presse, tels que la durée de protection, la notion de publication de presse, les droits octroyés et les usages couverts.
- Les éditeurs de presse vont bénéficier de la protection octroyée à leurs publications de presse en Europe, ce qui est un grand pas en avant afin d'assurer la pérennité du paysage médiatique.

Elements de contexte

Voir note de cadrage

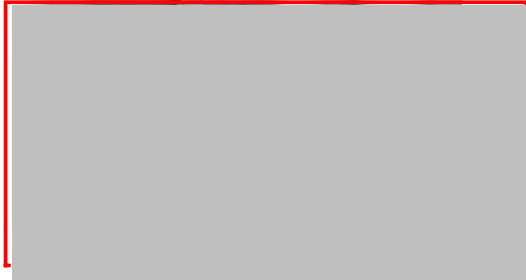
Contact(s):

Droit d'auteur : [REDACTED] (DG CNECT, I2), [REDACTED]

Curriculum vitae

Fabrice Fries – Directeur général Agence France Presse (AFP)

Personal data



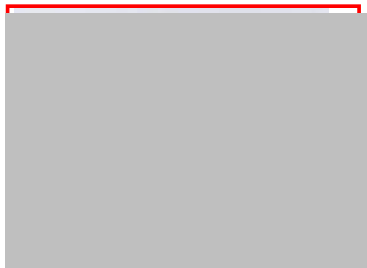
Fabrice Fries, [



L'**AFP** est présente dans 151 pays et emploie plus de 2.400 collaborateurs de 80 nationalités différentes, qui produisent plus de 5.000 dépêches par jour, 3.000 photos et 250 vidéos. Elle est l'une des plus grande agences de presse mondiales avec l'américaine Associated Press (AP) et la Britannique Reuters

Peter Kropsch, DPA

Personal data

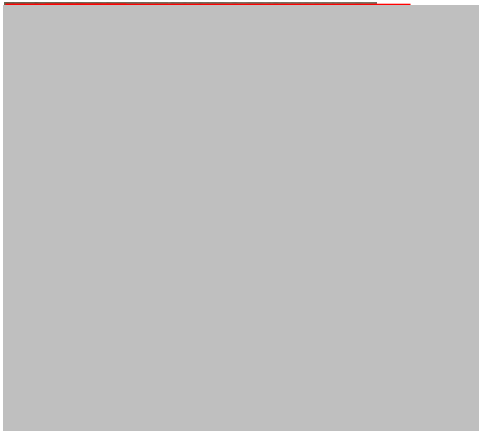


DPA (Deutsche Presse-Agentur GmbH) est la principale agence de presse de langue allemande avec un important réseau mondial. Fondée en 1949 à Goslar, elle a son siège social à Hambourg. Elle appartient à plusieurs centaines de médias allemands. Aucun d'entre eux ne détient plus de 1.5% du capital. Elle réalise un chiffre d'affaires

d'un peu moins de 90 millions d'euros et possède 1200 employés dans le monde, répartis sur plus de 120 pays et 50 bureaux en Allemagne.

Giuseppe Cerbone, ANSA

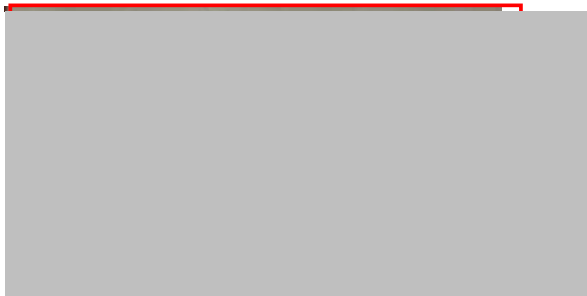
Personal data



ANSA est la principale agence de presse Italienne et la cinquième dans le monde, fondée à Rome en 1945.

Fernando Garea, président de l'Agencia EFE,

Personal data



[REDACTED]

L'EFE est la principale agence de presse en langue espagnole au monde. Fondée en Espagne en 1939, c'est une société anonyme dont l'actionnaire majoritaire est l'Etat espagnol.

[REDACTED] **Partner, GPlus**

Personal data

